

## Les archéologues de l'Inrap envahissent la France (en relief).

Aujourd'hui, mercredi 8 février 2012, plus de 200 archéologues de l'Inrap venant de toutes les directions interrégionales et du siège ont occupé l'exposition « La France en relief » au Grand Palais. De 12h à 17h ils ont permis au public d'accéder gratuitement à cette première manifestation de la très controversée Maison de l'Histoire de France, le projet culturel du quinquennat Sarkozy !



Dans l'après midi un groupe d'agents ont interpellé le président, le directeur général et la directrice des ressources humaines dans les locaux de l'INP (Institut national du Patrimoine) où se tenait le séminaire des directions interrégionales. Les agents se sont exprimés pendant plus d'une heure sur leurs conditions de travail et leur avenir professionnel. Aucune réponse ne leur a été faite.

En fin d'après midi une délégation d'une vingtaine d'agents a été reçue par des représentants de la direction générale des patrimoines, à la demande du cabinet du ministre. Une entrevue ultérieure est prévue avec la directrice du cabinet du ministre pour aborder au niveau politique les revendications des personnels.

Les représentants du ministère ont reconnu la forte mobilisation des personnels sur cette journée d'actions et de grève.

Pendant deux heures les échanges ont porté sur les principaux points de revendication du préavis de grève, c'est à dire :

- les difficultés rencontrées par l'Inrap face à la baisse significative de l'activité et les stratégies brutales et contre-productives mises en place par la direction générale pour y remédier. Le non-renouvellement des contrats CDD

est un plan social qui cache son nom et correspond, de fait, à des licenciements. Malgré une argumentation fournie et détaillée, les réponses apportées par les représentants du ministère en l'absence de l'autorité politique n'ont pas dépassé le stade de la généralité, ils prennent note de nos problèmes, les entendent mais déclarent ne pas pouvoir apporter de réponse.

- Sur la résorption de la précarité à l'Inrap, ils ont de nouveau renvoyé à la première réunion de négociation sur ce sujet le 17 février 2012.

Sur le renforcement des effectifs dans les SRA, pour le moment un état des lieux est en cours, 16 postes vacants ont déjà été recensés. Le but est d'établir d'ici juin 2012 une photographie précise de la situation pour définir le nombre de poste à redéployer dans les SRA. Cette politique de gestion de la misère est inacceptable, les DRAC et SRA ont besoin de nombreux postes.

Les représentants du ministère ont réaffirmé leur attachement à l'aspect scientifique des missions de l'institut. Ils ont pris bonne note des revendications portées par les personnels et se sont engagés à les communiquer à la directrice du cabinet du ministre.

**Après le 29 novembre 2011, cette nouvelle journée témoigne de la montée en puissance de la mobilisation des personnels du service public de l'archéologie.**

**Aujourd'hui nous avons marqué des points, restons déterminés !**

Paris le 08 février 2012 à 23h



## COMMUNIQUÉ DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES AGENTS INRAP DE PACA EN GRÈVE Tenue à Marseille le 8 février 2012

Fortement déstabilisés depuis la loi de 2003 sur l'archéologie préventive, les agents de l'Inrap doivent également affronter en interne le démantèlement de leur service public, celui de l'archéologie préventive, donc de leurs missions, donc de leur métier. Cette loi de 2003 ne cesse d'être affirmée par les décisions du gouvernement et ne cesse de fragiliser le service public

Face à ce contexte extrêmement austère et démoralisant, la direction de l'Inrap a décidé d'y mettre elle aussi les moyens (mais pas la forme) et d'activer le processus de démantèlement.

L'organisation interne de l'Inrap ne vise qu'à accélérer la construction d'une grosse nébuleuse administrative, lente, procédurière, hypercentralisée : inadaptée à la maîtrise des coûts.

Les primes astronomiques, le nombre délirant d'administratifs hors catégorie, l'installation du SGA à grand frais, le non-contrôle des directeurs interrégionaux quant à leurs actions contre la concurrence et à la déshérence de leur région respective... sont autant de facteurs obscènes de la politique interne de notre ronflant institut.

Dans ce cadre, la décision du directeur de l'Inrap de stopper l'embauche de CDD pour privilégier les très grands déplacements des CDI n'a, à terme, d'autre objectif que de dézinguer l'Inrap.

En effet, elle conduit à :

- **Destruction du personnel** : détruire la motivation du personnel dans le métier ; outre les problèmes d'éloignement et d'anéantissement de la vie privée, le personnel ne retrouve pas non plus son compte sur les questions scientifiques, parachuté dans une région dont il ne connaît pas les problématiques locales.
- **Abandon de régions entières à la concurrence** : en n'incitant pas les directeurs régionaux à répondre aux appels d'offre, dans la mesure où il les exonère des problèmes d'affectation du personnel, le directeur entérine le fait que ces régions sont désormais perdues pour l'Inrap et baisse les bras.
- **Augmentation du coût d'unité d'œuvre** : les grands déplacements (hébergement, repas) ont un coût qui se répercute immédiatement sur celui des unités d'œuvre qui, avec cette politique, ne peuvent qu'augmenter. Qui plus est, le temps perdu en déplacement est autant de moins alloué aux chantiers qui, pour mener à terme leur missions, doivent augmenter les temps d'intervention.
- **Abandon de la recherche de techniques innovantes** : la réflexion sur la mécanisation, les techniques d'enregistrement, la participation du plus grand nombre à l'élaboration des rapports de fouille, sont autant de pistes oubliées qui pourraient permettre, outre l'amélioration des conditions de travail, une meilleure maîtrise des coûts.

La décision du directeur fait entrer le fonctionnement de l'Institut dans un cercle vicieux dont il ne pourra sortir indemne.

**Suivant l'appel à la grève intersyndicale, 22 agents Inrap de Paca se sont réunis ce matin en Assemblée Générale à Marseille. Ils exigent que l'Inrap n'abandonne aucune de ses régions à la concurrence. Ils exigent l'arrêt immédiat des politiques à la petite semaine qui porte un grave préjudice aux personnels et à très court terme à l'institut lui-même. Ils exigent la mise en place immédiate d'un plan de résorption de la précarité à l'Inrap. Ils exigent également la remise à plat complète de la loi 2003.**

## **Communiqué des agents de la base de Carquefou (07/02/2012)**

Suite au préavis du 08 février 2012 déposé par l'intersyndicale, trente archéologues se sont réunis en assemblée générale.

Nous nous insurgons contre la décision du Directeur Général de l'Inrap de ne « *plus valider les demandes de CDD* ». La brutalité de cette mesure et ses conséquences sur le fonctionnement de l'Institut sont désastreuses. Nous considérons que ce n'est rien d'autre qu'un plan social déguisé. L'impact sur les situations humaines est insupportable et contre-productif à l'exercice des missions de l'Inrap.

Le caractère immédiat et soudain de cette mesure menace la situation de **tous les agents** et entraîne les conséquences suivantes :

- Fragilité accrue des agents CDD
- Promesses de contrats non tenues par les directions interrégionales
- Délais de prévenance inexistant empêchant les agents CDD de faire face
- Mesure qui va à l'encontre des décisions ministérielles de résorption de la précarité dans la fonction publique
- Mise en difficulté des agents CDI en très grand déplacement (risque routier, organisation des chantiers, démotivation des équipes...)
- Déconstruction complète du travail des services administratifs et de planification des chantiers établie en décembre 2011

Prise pour des raisons budgétaires, cette mesure est un leurre et ne répond pas sur le fond aux éventuelles difficultés rencontrées en région. Elle est incohérente tant du point de vue économique que scientifique :

- Surcoûts entraînés par les déplacements
- Délais de fouille réduits
- Qualité du travail détériorée et missions scientifiques mises en péril
- Dégradation de l'image de l'établissement face aux aménageurs (bravo le plan reconquête !)
- Dévalorisation de l'implication territoriale des agents.

Nous nous indignons de la passivité de la DST et de la présidence face à toutes ces conséquences prévisibles. Les expériences passées ont largement démontré l'inefficacité et la nocivité de telles pratiques (tracés linéaires, grands travaux...).

Nous nous interrogeons sur la pertinence du raisonnement du Directeur Général et sur sa vision comptable erronée.

### **Le Directeur général est-il vraiment à la hauteur de son poste ou participe-t-il délibérément au démantèlement de l'INRAP ?**

L'AG encourage les Responsables d'opérations à refuser de démarrer les chantiers dans de telles conditions.

Tous à Paris ! Tous en grève le 08 février !  
L'AG soutient les revendications de l'intersyndicale.

Pour un service public de l'archéologie de qualité :  
« *Nous aurons tous besoin de courage et d'un travail collectif pour y parvenir.*  
*Bien à Vous* »

(Arnaud Roffignon, 19/01/2012-21:51)

**INRAP Méditerranée Provence**  
**Base de Venelles**  
**Journée de Grève du mercredi 8 février 2012**

Les collègues présents ce jour à la base de Venelles partagent les inquiétudes et le ras le bol exprimés par les organisations syndicales.

Le fonctionnement de l'Inrap, dans lequel il est bien évident que "les missions scientifiques" ne sont pas, et de moins en moins, "le centre de ses préoccupations" ne nous convient pas du tout.

- Le mépris récurrent et caractérisé du personnel "opérationnel", des archéologues donc, et des administratifs et logisticiens concernés,
- l'organisation qui met en place des échelons hiérarchiques, qui demande des comptes, et décompte des jours au compte-goutte, à justifier, pour toute activité de fouille ou de post-fouille, sans instaurer de planning,
- le plan "reconquête aménageurs", qui après un bilan mettant en évidence les problèmes causés par l'(in)organisation administrative, exaspérante pour les aménageurs, et faisant le lit de la concurrence, cherche des solutions ne mettant en cause que les personnels opérationnels,

Tous ces facteurs n'aboutiront qu'à précipiter (délibérément ?) notre établissement public vers sa disparition.

La très grande opacité de la hiérarchie, la très chère lourdeur d'un siège hypertrophié, la très grande incompetence (ou le choix ?) qui semble prévaloir dans le calcul et l'affichage des coûts prohibitifs facturés, dont la seule et unique variable d'ajustement est le nombre de jour et la quantité d'archéologues sur le terrain comme en post-fouille, les non-réponses, ou le non-suivi des dossiers de diagnostics positifs, l'organisation bancal du travail administratif, nous conduisent droit dans le mur.

Nous attendons sans illusions les résultats d'un bilan scientifique de la mise en place de la loi de 2003...

Il a été décidé d'alerter les élus politiques, en cette période pré-électorale, sur les questions de fond que sont le retour impératif de la maîtrise d'ouvrage des fouilles archéologiques à l'Etat, le problème scientifique et patrimonial que posent les limitations des prescriptions, sous la pression politique, et les attributions des "marchés" au "moins-disant", dont le but plus ou moins avoué est la "bonzaïsation" de l'Inrap et de l'archéologie de Service Public en général. Nous souhaitons que le politique s'intéresse aussi à l'organisation de l'Inrap, qui a vocation à être scientifique et technique, avant d'être administratif.

Nous nous opposons formellement à toute tentative de dégradation des conditions de vie et de travail des personnels, nous refusons de faire les frais d'une non-gestion aux objectifs inavoués : non, nous ne partons pas travailler à 800km d'ici, générant frais pour l'Institut et casse morale des personnels. Les travaux d'aménagement de notre territoire se poursuivent le plus souvent en l'absence de tous travaux archéologiques préventifs, tandis que le nombre des opérations est plafonné, voire diminué, et que les CDD ne se voient offrir aucune opportunité d'emploi stable.

**Nous ne laisserons pas détruire l'archéologie de Service Public, qui doit rester la référence et la base en archéologie préventive !**

## **Assemblée générale à la DIR MED, Nîmes, lundi 6 février 2012**

En réponse au préavis de grève intersyndical du mercredi 8 février prochain, 26 agents CDD et CDI se sont réunis ce lundi en AG à Nîmes, rencontre ponctuée d'échanges sur la situation en région avec A. Rabine, administrateur Méditerranée.

Les motifs de mécontentements sont nombreux, en particulier à l'échelle nationale le gel des contrats CDD et les départs massifs en grands, voire très grands déplacements des CDI NAF au premier trimestre dans d'autres interrégions comme GSO et RAA, consécutifs aux consignes données par Arnaud Roffignon le 19 janvier dernier aux directeurs interrégionaux. À cela s'ajoute une activité en Méditerranée qui est loin d'être reluisante, notamment la perte de la majorité des fouilles en Languedoc-Roussillon ces derniers mois.

L'approche uniquement budgétaire de cette situation a des conséquences sociales et scientifiques graves. Elle nous invite à une réflexion forte sur l'organisation et le fonctionnement de l'Institut. C'est pourquoi il nous faut nous battre pour que la DG et les DIR corrigent le tir, notamment face à la concurrence, car c'est là que le bât blesse, à la source, sur les chantiers perdus d'avance, conséquence inéluctable de la loi de 2003. La question posée, c'est, dans ce contexte, comment essayer de conserver de la cohérence dans ce qui fait le cœur de notre métier d'archéologue ? Egalement, quels sont aujourd'hui pour les Services Régionaux de l'Archéologie les moyens de remplir leurs missions, et quel est leur devenir ?

**À l'issue de cette réunion, les personnes présentes ont décidé d'appeler à la tenue d'une assemblée générale à Montpellier dans les locaux de la DRAC, et de demander qu'une délégation des personnels grévistes soit reçue par M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles, représentant notre Ministère de Tutelle.**

**Pour la région Languedoc-Roussillon, rendez-vous à 10 h, le mercredi 8 février à la DRAC.**

Grève du 8 janvier 2012

## **Communiqué des agents Inrap de Champagne-Ardenne**

Dans le cadre de la grève, une quinzaine d'agents champenois de l'Inrap a participé à l'action parisienne. 26 agents, dont une majorité de grévistes, soutiennent leur action en région et s'associent à ce communiqué.

Les agents présents en assemblée générale à la base Inrap de Saint Martin sur le Pré ont discuté des 6 points de revendication du préavis de grève.

Comme cela avait été acté suite au mouvement de novembre 2011, nous exigeons la mise en place immédiate de l'évaluation de la précarité des CDD à l'Inrap et d'un protocole de résorption de la précarité spécifique à l'établissement.

Dans l'attente nous exigeons la pérennisation des CDD habituels en conformité avec la note du Ministère de la Culture sur le protocole d'accord portant sur la sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels de la fonction publique signé en 2011.

En ce qui concerne la directive de la direction générale de l'Inrap du 19 janvier 2012 : elle est indéfendable et préjudiciable sur les plans social, scientifique et opérationnel.

Sur le plan social : déstructuration de la vie personnelle des agents CDI déplacés, démotivation, fatigue... et paupérisation et perte pour l'Inrap de ses agents CDD habituels installés en région

Sur le plan scientifique : pour les agents déplacés nécessaire adaptation aux méthodes, contextes et problématiques d'autres régions, par ailleurs maîtrisées par des CDD expérimentés dont les opérateurs concurrents sauront profiter ... bref un vaste gâchis de compétences !

Sur le plan opérationnel : perte de temps de travail effectif sur les chantiers

Ce n'est pas en déplaçant des NAF (non-affectés) qu'on résoudra la sous-activité chronique de certaines interrégions, les causes de cette sous-activité sont à chercher ailleurs :

Il convient de s'interroger sur le peu de fouilles remportées par l'Inrap dans certaines régions où l'activité de prescription n'est pourtant pas négligeable (comment expliquer des devis beaucoup trop chers par rapport à la concurrence ? l'augmentation exponentielle et continue des frais de structure en sont clairement responsables. Comment expliquer l'absence de réponse à des appels d'offre ?...)

Il convient de s'interroger sur le faible niveau de prescriptions dans certaines régions : il est temps que le ministère donne une politique cohérente de sauvegarde du patrimoine archéologique à l'ensemble de ses services avec les effectifs nécessaires à son application, et que l'activité de prescription soit reconnue comme une activité de recherche à part entière et prise en compte comme telle dans les évolutions de carrière des agents des SRA.

Les agents de l'Inrap, non affectés ou pas, ne doivent plus être pris pour des bouche-trous de lignes budgétaires. Dans l'immédiat, nous proposons que tous les RO en charge d'opérations devant recevoir des NAF expatriés refusent de démarrer leur chantier, par solidarité pour les CDD locaux et pour les NAF bouche-trous.

# GRAND CORPS MALADE

**Lettre ouverte des archéologues de Rhône-Alpes Auvergne ....**

**.... à celui qui ne « serai[t] rien sans Arnaud »\* Roffignon**

D'aucuns pourront penser que les lignes qui vont suivre sont le produit d'une réflexion partisane, tronquée, émanant d'un cerveau ne possédant pas toutes les données nécessaires à l'exacte description de la situation actuelle de notre institut. Peut-être sommes-nous atteints par le « complexe du cochon truffier » (un symptôme identifié et décrit par J.P. Demoule) qui se manifeste par des formulations simplistes, des poncifs rebattus souvent exprimés à l'encontre de la direction, et des prémices de sentiments de persécutions. Cependant, malgré la courte vue que permettent deux petits yeux rapprochés, la tête souvent baissée, le groin dans la terre, l'animal est attentif et sensible. Le constat est sans appel: la truffe est rare, et les trufficulteurs toujours plus nombreux. Cette pénurie ne fait qu'accentuer la réalité du déséquilibre déjà évoqué à maintes reprises, une dichotomie croissante, consubstantielle et irréversible : l'émergence de la primauté du fonctionnel (agent dépourvu de truelle) aux dépens de l'opérationnel (agent généralement pourvu de truelle) au sein de notre établissement. On peut ainsi distinguer depuis près d'une décennie le développement exponentiel d'une sorte d'institutionnalisation du flou, servie par la création de nouveaux services aux contours protéiformes, aux fonctions nébuleuses. Leur principale propriété (hors celle d'offrir des missions transversales à des personnels aux trajectoires professionnelles sinueuses) est d'apparaître ex-nihilo et de justifier de leur existence en se déclarant immédiatement et irrémédiablement indispensables. Ils abreuvent alors la structure originelle « en air du temps ». Ces appendices ignorant l'histoire du corps qui les hébergent, par leur fonctionnement centrifuge et nombriliste, contribuent à déplacer l'axe central de notre activité et à flouter les contours de ce qui relevait de nos missions. Ces hôtes relèguent l'archéologie de terrain à une pratique annexe, sale et presque honteuse: communiquer, se mettre en lumière, assoir sa légitimité à partir de « choses » arrachées à la boue relève de la gageure! Ces agrégats sont les produits d'une injonction sociétale éphémère, tributaire d'une communication pléthorique donc désordonnée, car considérée comme une panacée. L'illusion qu'une adhésion à une pseudo-culture entrepreneuriale (pseudo car sans péril pour ceux qui la conduisent!) pourrait nous conférer une certaine légitimité n'est qu'une tentative de mimétisme pathétique. Le Monopoly est un jeu sans risque. La quête de cette reconnaissance est actuellement déclinée sous la forme d'un slogan surprenant, sans doute conçu dans une de ces structures avatars, au cours d'un intense « brainstorming »: « la reconquête aménageurs ». Nous sommes dans un système économique où les décideurs ne traitent bien que leurs semblables. Notre établissement est devenu un organisme hybride, multiforme, sans ossature, ses gènes originels ont été modifiés, la stérilité nous menace. Toujours présentées comme des symbioses vitales, ces excroissances anarchiques, greffées au gré des décisions de ceux pour qui notre institut est un marche-pieds, relèvent tout au mieux de la parasitologie, au pire de l'oncologie.

\* Jean-Paul Jacob, dans son discours inaugural du colloque « L'archéologie au laboratoire », organisé par Universcience, l'Inrap et la fondation EDF Diversiterre. Auditorium de la Cité des sciences et de l'industrie les Vendredi 27 et samedi 28 janvier 2012.



## **Communiqué des agents de Rhône-Alpes réunis en AG à Bron le 8 Février 2012**

*40 agents déclarés en grève dont 12 agents ayant fait le déplacement à Paris*

Les agents ont lu avec consternation les résultats de la négociation de l'intersyndicale avec le Ministère.

- Ils continuent de contester le « plan reconquête aménageurs » qui n'est sûrement pas la bonne réponse pour augmenter l'activité de fouilles à l'Inrap.
- Ils veulent que l'Inrap ait les moyens d'exécuter des fouilles sur tout le territoire et en particulier en Rhône-Alpes Auvergne, régions particulièrement menacées.
- Ils sont atterrés par la « bourse de l'emploi » mise en place par la Direction Générale (et comptent sur « l'intelligence » de leur direction interrégionale).
- Ils demandent la résorption de la précarité des agents en CDD et rappellent que ces formés et « utilisés » par l'Inrap puis « jetés » aujourd'hui, sont l'avenir de l'établissement et ne doivent pas être un cadeau à la concurrence.
- Ils regrettent que la remise en cause de la loi 2003 soit impossible à cause de la majorité gouvernementale actuelle ; ils en tirent les conséquences et rappelleront au ministère ce constat en temps voulu.
- Ils attendent communication du nombre de postes qui seront attribués aux SRA.
- Ils attendent également un bilan scientifique de la loi 2003 en toute indépendance.
- Ils exigent qu'il soit mis fin à la dérive gestionnaire de l'établissement.
- Ils soutiennent l'action des 200 agents qui se sont rendus à Paris et qui, au Grand Palais, organisent une opération « entrée gratuite ».

**Ils restent mobilisés et déterminés !**

**De nouveaux locaux, c'est bien !  
De nouveaux emplois dans de nouveaux locaux,  
c'est mieux !!!**

Force est de constater que l'INRAP reste champion en matière de précarité. Aucun plan de recrutement n'a eu lieu en 2011 et rien n'est prévu dans l'immédiat. Avec une ancienneté dépassant bien souvent les 36 mois, les agents CDD demeurent dans une incertitude totale quant à leur avenir au sein de l'institut.

Alors que le besoin permanent doit être pourvu par du CDI, depuis 2007, ce sont plus de 200 ETP CDD qui sont consommés chaque année, n'est ce pas là de l'emploi permanent ?

Après nous être mobilisés en grand nombre le 29 novembre afin d'alerter la direction de l'Inrap et le ministère de la Culture sur l'extrême précarité de la situation, la seule réponse que nous avons obtenue de la part de notre direction est un chantage aux « non affectés » avec pour conséquence le gel des contrats CDD.

**Nous exigeons donc un plan de résorption de la précarité, CDisation à hauteur de 200 ETP, avec comme préalable, l'ouverture des négociations sur la résorption de la précarité suite et le déblocage des contrats CDD.**

**Nous ne cèderons pas au chantage !  
Nous exigeons de vrais moyens  
et de vrais emplois pour nos missions !**

## **Assemblée générale du 08 février 2012 du centre archéologique de Strasbourg.**

Des agents, CDD et CDI des filières scientifique et technique et administrative se sont réunis ce jour pour débattre de la situation de l'archéologie en Alsace et plus généralement en France.

La baisse des moyens opérationnels évoquée par le DIR lors de la réunion de service du 30 janvier dernier, le manque de lisibilité sur l'activité prévisionnelle en Alsace ainsi que la non reconduction à terme des contrats sous CDD, sous le prétexte de réorganiser le dispositif d'affectation de collègues sous CDI d'autres Inter-région (grands-déplacements pour des collègues de Rhône-Alpes), manifestent la volonté de la Direction de réaliser des économies par tous les moyens, sans tenir compte ni de la situation individuelle des agents, ni des engagements pris par le passé

### **L'assemblée générale exige :**

Que soient reconduits les contrats sous CDD pour l'année 2012.

Qu'à terme soient embauchés des agents sous CDI, en priorité les CDD

Que les responsables politique tiennent compte des efforts réalisés par les agents depuis la création de l'INRAP, et ne réalise pas les mêmes erreurs que par le passé.

Non à la casse des services publics par le non remplacement des agents.

Non à la création de différents statuts.

Non à la précarisation des personnels comme règle de fonctionnement.

Non à la criminalisation des luttes légitimes.

Centre archéologique de Grand-Quevilly, le 07 février 2012

Suite au préavis de grève du 08 février déposé par l'intersyndicale, vingt-cinq archéologues de la base de Grand-Quevilly se sont réunis en assemblée générale. Ils ont pris connaissance des récentes décisions de la direction générale de l'Inrap concernant l'arrêt brutal de l'emploi des CDD et de la gestion du personnel en CDI.

Ces décisions ont des conséquences dramatiques tant sur le plan scientifique, financier que humain !

- La situation en Haute Normandie est plus que préoccupante : trois gros chantiers en cours, qui emploient environ 25 CDI et 25 CDD, vont être complètement paralysés à court terme, même si les agents en CDD sont remplacés par des agents en CDI en grand déplacement. Ceci vaut pour le terrain, mais également pour les études de post-fouille. La plus grande partie des contrats se termine le 4 mars.
- Les agents en CDD sont pour la plupart locaux et travaillent depuis plus de 3 ans au sein de la structure, dans cette région où l'activité est très forte. Ils ont été formés par l'Inrap et s'y investissent pleinement.

Dans ces conditions, nous demandons :

- La reconduite des CDD des trois chantiers, dans les plus brefs délais, jusqu'à la fin des opérations (fouille et post-fouille)
- Une meilleure communication de la part de la Direction. En effet, notre Directeur interrégional, venu le mercredi 1<sup>er</sup> février, a été incapable de nous fournir des chiffres : combien de CDI NAF, combien sont susceptibles de venir, quand et pour combien de temps ? Depuis, aucun renseignement ne nous a été fourni. D'ici trois semaines et dans ces conditions, tous les chantiers haut-normands seront bloqués.
- La réalisation d'une discussion sur l'organisation et le fonctionnement de l'Inrap pour remettre les missions scientifiques au cœur des préoccupations.

Nous appelons l'ensemble du personnel Inrap pour une action à Paris le 08 février 2012.

**Tous à Paris pour le plan de reconquête des agents !!!**